ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre bis des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 5 août 1986, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° "modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges", a donné le 12 août 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer bis, op 5 augustus 1986 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. "tot wijziging van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen", heeft op 12 augustus 1986 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

1. Le visa de l'urgence se justifie par application de l'article 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986. Dans un souci de cohérence, cette disposition devrait donc être visée elle aussi.

2. Etant donné le rôle que le Ministre des Finances et le Ministre du Budget seront appelés à jouer, notamment pour la constitution du conseil d'administration, ces deux Ministres devraient figurer dans la formule de présentation, être mentionnés dans la formule exécutoire et contresigner le projet.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Cet article a pour but de modifier la définition de l'objet social de la Société. Il supprime les références aux "méthodes industrielles" et aux "intérêts de l'économie nationale".

On entend désormais que l'objet social s'insère "dans le cadre de contrats-programme quinquennaux".

L'expression "contrats-programme" ne convient pas pour qualifier un acte unilatéralement arrêté par le Gouvernement et à l'égard duquel la consultation du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer belges ne peut être assimilée à un accord. Dès lors, le mot "contrats" doit être supprimé.

Par ailleurs, la définition de l'objet social qui détermine les domaines d'activités autorisées ne peut logiquement pas dépendre de contrats-programme quinquennaux, forcément variables et même susceptibles de revision au cours de la période quinquennale. L'objet social doit demeurer une notion fixe et permanente. Il est dès lors proposé de scinder l'article 1er ainsi qu'il suit :

"Article 1er.-

Dans l'article 1er bis de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges, y inséré par la loi du 1er août 1960, l'alinéa 1er est remplacé par l'alinéa suivant :

"La Société a pour objet d'administrer et d'exploiter les chemins de fer".

Article 2 (nouveau).

Il est inséré dans la même loi un article 1ter rédigé comme suit :

"Article 1er ter.-

L'activité de la Société s'inscrit dans les limites de programmes quinquennaux établis par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre des Communications, après consultation du conseil d'administration de la Société".

.../...

Articles 2 à 8.

Observation générale.

Ces articles décrivent les nouveaux organes de la Société.

Toutefois, le projet introduit deux articles 7 et 7bis dans la loi du 23 juillet 1926 tandis qu'il décrit dans trois articles autonomes, plusieurs fonctions nouvelles. Il conviendrait que ces dernières dispositions soient insérées dans la loi de 1926.

L'article 5 de la loi du 23 juillet 1926 constitue une entrée en matière donnant un schéma de cette organisation. La présentation de la nouvelle organisation serait plus claire si cet article contenait une énumération complète des nouveaux organes de la Société.

Le texte suivant est proposé :

"Article 3 (ex. article 2).-

L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5. Les organes de la Société sont :

1° l'assemblée générale des actionnaires;

2° le conseil d'administration;

3° le comité restreint;

4° l'administrateur délégué;

5° le directeur général;

6° le comité de direction;

7° le comité de coordination.

Les pouvoirs des différents organes, à l'exception de ceux du directeur général, sont déterminés par les statuts de la Société".

Observations particulières.

Article 3 (devenant l'article 4).

Alinéa 1er.

1. La rédaction de l'alinéa 1er du nouvel article 7 à insérer dans la loi de 1926 serait allégée si les mots "nommés par le Roi" n'étaient pas répétés.

2. Les membres du conseil d'administration seront nommés pour un terme de six ans. Il n'est pas inutile de préciser que ce mandat est renouvelable comme on le dit à l'article 6 pour celui des directeurs.

3. A l'alinéa 1er, 2°, du texte en projet, il convient de citer le "Ministre des Finances", car il s'agit du chef d'un département traditionnel.

4. A l'alinéa 1er, 4°, on peut se demander s'il ne conviendrait pas de prévoir comment les propositions du personnel en vue de la nomination des deux membres qui les représenteront sera formulée. La solution proposée ci-après consiste à habiliter le Roi à fixer cette procédure. Mais il appartient évidemment au Gouvernement de se prononcer à ce sujet.

Le texte suivant est proposé :

"Article 4.-

L'article 7 de la même loi, modifié par la loi du 1er août 1960, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7. Le conseil d'administration est composé de seize membres nommés par le Roi de la manière suivante, pour une période de six ans, renouvelable :

1° dix membres sur proposition du Ministre des Communications ...;

2° deux membres sur proposition du Ministre des Finances ...;

3° deux membres sur proposition du Ministre ayant le budget dans ses attributions ...;

4° deux membres sur proposition du personnel, selon une procédure arrêtée par le Roi".

Alinéa 2.

Les mots "à la fin de leur mandat" sont inutiles.

L'expression "sur proposition de qui de droit" est inusitée dans les textes législatifs.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 de l'article 7 nouveau :

"En cas de démission, de révocation ou de décès d'un membre en cours de mandat, le Roi nomme, sur proposition, selon le cas, du ministre compétent ou du personnel, un nouveau membre qui achève le mandat du membre démissionnaire, révoqué ou décédé".

Article 4 (devenant l'article 5).

1. Les mots "dont question à l'article 5" et "dont question à l'article 6" doivent être supprimés dans l'alinéa 2 du nouvel article 7bis, en projet.

2. L'alinéa 4 serait plus simplement rédigé comme suit :

"Les administrateurs nommés sur la proposition du personnel assistent avec voix consultative aux réunions du comité restreint".

Article 5 (devenant l'article 6).

1. Cet article prévoit une fonction nouvelle, celle d'administrateur délégué.

L'alinéa 2 prévoit que "la haute direction de la Société lui est confiée avec les pouvoirs nécessaires", mais ni le texte ni le rapport au Roi ne permettent de déterminer l'autorité qui fixera l'étendue de ces pouvoirs. On ne peut que supposer que ceux-ci seront déterminés par le Roi et contenus dans les statuts de la Société.

A moins que le Conseil d'Etat n'ait pas perçu exactement l'intention du Gouvernement, il serait bon que cette lacune soit comblée ainsi qu'il est proposé dans le nouvel article 5, alinéa 2, de la loi de 1926, suggéré plus haut.

.../...

2. Pour assurer une bonne coordination des textes, l'article 5 du projet doit être inséré dans la loi du 23 juillet 1926 ainsi qu'il suit :

"Article 6.-

Un article 7ter, rédigé comme suit, est inséré dans une même loi :

"Article 7ter. L'administrateur délégué est nommé par le Roi parmi les membres du conseil d'administration sur proposition du Ministre des Communications.

...".

3. A propos de l'alinéa 4 et en relation avec l'alinéa 2, il semblerait illogique que le conseil d'administration puisse fixer des limites à la délégation par l'administrateur délégué de pouvoirs que le conseil n'aurait, par hypothèse, pas attribués lui-même. La règle de l'alinéa 4 devrait donc être formulée plus clairement et sa concordance avec le nouvel article 5, alinéa 2, et le nouvel article 7ter, alinéa 2, être mieux assurée.

Article 6 (devenant l'article 7).

1. Le directeur général, le directeur général adjoint et les directeurs seront nommés pour une période de six ans, avec possibilité de renouvellement.

Le rapport au Roi précise que, pour la désignation des membres du conseil de direction, "il conviendra de veiller à maintenir des proportions équitables entre les membres désignés au sein de la Société et ceux qui seront désignés hors de son sein".

Le Gouvernement devrait préciser quels sont le régime (statutaire ou contractuel) et, le cas échéant, la position administrative des directeurs recrutés hors du personnel de la Société.

Devrait également être tranchée la question de savoir si un directeur issu du service public et nommé pour un terme de six ans retrouve son emploi antérieur au terme de ses fonctions à la Société nationale des chemins de fer belges.

2. On n'aperçoit pas comment le directeur général et le directeur général adjoint peuvent à la fois être "choisis" par le conseil d'administration et "nommés" par le Roi sur la proposition du Ministre des Communications.

Le Gouvernement entend-il que le pouvoir du conseil d'administration se borne à la présentation d'un candidat par fonction ? En ce cas, le texte devrait être rédigé en conséquence.

Si la proposition du Ministre des Communications était purement formelle, elle pourrait être omise dans le texte, car il est évident que le Roi n'agira pas d'initiative.

3. L'article 6 du projet devrait être, comme il a déjà été indiqué, inséré dans la loi de 1926,ainsi qu'il suit :

.../...

"Article 7.-

Un article 7quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 7quater. ... (comme à l'article 6 du projet sous réserve des observations qui précèdent) ...".

Article 7 (devenant l'article 8).

Cet article devrait également être inséré dans la loi de 1926 ainsi qu'il suit :

"Article 8.-

Un article 7 quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 7quinquies. Le comité de direction se compose de l'administrateur délégué, du directeur général, du directeur général adjoint et des quatre directeurs de département.

Le comité de coordination se compose des membres du comité de direction et des cinq directeurs de district.

Le comité de direction et le comité de coordination sont présidés par l'administrateur délégué ou, en son absence, par le directeur général".

.../...

Article 8 (devenant l'article 9).

Cet article tend à abroger l'article 8bis, § 1er, inséré dans la loi du 23 juillet 1926 par l'arrêté royal n° 89 du 11 novembre 1967. Ce paragraphe 1er exceptait la Société nationale des chemins de fer belges de l'application des articles 9 et 10 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Dès lors, le Gouvernement retrouverait la possibilité de désigner un commissaire du Gouvernement auprès de la Société, et le Ministre des Finances de nommer un "délégué" disposant des mêmes pouvoirs que le commissaire du Gouvernement pour toutes les décisions qui ont une incidence budgétaire ou financière.

Cependant, l'article 8bis, § 3, de la loi de 1926 que le projet n'entend pas modifier, permet au Ministre des Finances de désigner "un délégué qui exerce, à temps plein, les fonctions de conseiller budgétaire et financier et qui a accès à toutes les sources d'information et de documentation qu'il estime nécessaires".

Le Gouvernement devrait décider s'il entend permettre au Ministre des Finances de désigner deux délégués ayant des pouvoirs en partie concurrents ou s'il estime qu'un seul délégué peut exercer l'ensemble des attributions prévues par la loi de 1954 et par l'article 8bis, § 3, de la loi de 1926.

Dans l'hypothèse où un seul délégué serait désigné, le paragraphe 3 de l'article 8bis devrait être aménagé par exemple ainsi qu'il suit :

"Le délégué nommé par le Ministre des Finances en exécution de l'article 9, § 4, de la loi du 16 mars 1954

/

relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public exerce en outre, à temps plein, les fonctions de conseiller budgétaire et financier de la Société et a accès à toutes les sources d'information et de documentation qu'il estime nécessaires".

Article 9 (devenant l'article 10).

Il y aurait lieu d'écrire :

"A l'article 13, alinéa 6, 1°, de la même loi, modifié par la loi du 4 juillet 1962, les mots "l'administrateur délégué" ... (la suite comme au projet)" (1).

Article 10 (devenant l'article 11).

De l'accord des délégués du Ministre, la restriction actuellement prévue par l'article 16 de la loi du 23 juillet 1926, modifié par l'arrêté royal n° 238 du 31 décembre 1983, et qui vise l'adaptation indiciaire, devrait être maintenue.

Le texte suivant est proposé :

"Article 11.-

L'article 16 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 238 du 31 décembre 1983, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

---

(1) L'arrêté royal n° 89 du 11 novembre 1967 n'a pas inséré un alinéa 5, mais complété l'alinéa 4 de l'article 13.

"Article 16. Les tarifs sont fixés par le conseil d'administration, sans préjudice de l'application de l'arrêté royal n° 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport de voyageurs, appliqués par les sociétés de transport en commun, modifié par l'arrêté royal n° 238 du 31 décembre 1983, et sans préjudice des réductions imposées en vertu du programme quinquennal, en vue de satisfaire aux obligations de service public qui incombent à la Société".

Article 11 (devenant l'article 12).

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si le projet ne devrait pas être adapté à la création, par la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, d'une troisième catégorie de marchés comprenant les marchés sur appel d'offres général et les marchés sur appel d'offres restreint, la loi étant sur ce point conforme aux directives des Communautés européennes.

Article 12.

L'article 18 de la loi du 23 juillet 1926 ne prévoit de sommes que dans son alinéa 1er, 1° et 2°.

.../...

Ce 2° est suivi par la phrase suivante :

"Les montants sub 1° et 2° pourront être modifiés par arrêté royal".

On n'aperçoit pas, dès lors, l'intérêt ni l'utilité de la disposition en projet qui fait double emploi avec cette disposition existante que le projet n'entend d'ailleurs pas abroger.

S'il ne s'agit que de faire la toilette d'un texte législatif, sans aucun effet d'économie ou de rationalisation, le Gouvernement ne peut se prévaloir de la loi du 27 mars 1986.

L'article 12 doit dès lors être omis.

Article 13.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 13.-

Le conseil d'administration entre en fonction à la date déterminée par le Roi, et au plus tard le 31 octobre 1987.

Les mandats des membres de l'actuel conseil d'administration prennent fin à la même date".

.../...

Article 14.

Suivant l'article 14 de l'arrêté en projet :

"Le présent arrêté entre en vigueur à une date à fixer par le Roi".

Les pouvoirs spéciaux accordés au Roi expirent le 31 mars 1987.

Il va de soi que c'est au plus tard le 31 mars 1987 que le Roi devra prendre une décision relative à l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. Cette entrée en vigueur ne pourra pas davantage être fixée par le Roi à une date postérieure à celle-ci.

Cette double nécessité ne fera cependant pas obstacle à ce que la période d'application de certaines mesures, telles celles que prévoit l'article 13, débute après le 31 mars 1987.

AANHEF.

1. De verwijzing naar de dringende noodzakelijkheid is te verantwoorden met toepassing van artikel 3, § 2, van de wet van 27 maart 1986. Ter wille van de onderlinge samenhang zou dus ook naar die bepaling verwezen moeten worden.

2. Gezien de taak die de Minister van Financiën en de Minister van Begroting te vervullen zullen hebben, inzonderheid wat het samenstellen van de raad van beheer betreft, zouden die twee ministers in het voordrachtformulier en in het uitvoeringsformulier vermeld moeten worden en zouden ook zij het ontwerp moeten medeondertekenen.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Dit artikel beoogt de definitie van het doel van de Maatschappij te wijzigen. Het laat de verwijzingen naar de "industriële methodes" en de "belangen van 's lands economie" achterwege.

Van nu af aan wil men het doel van de Maatschappij plaatsen "in het kader van vijfjaarlijkse programmacontracten".

De uitdrukking "programmacontracten" past niet om een handeling te benoemen die eenzijdig door de Regering

.../...

wordt vastgesteld en ten aanzien waarvan het raadplegen van de raad van beheer van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen niet met een akkoord kan worden gelijkgesteld. Het woord "contracten" moet derhalve vervallen.

Overigens kan de omschrijving van het doel van de Maatschappij, die het terrein van de haar toegestane activiteiten bepaalt, logischerwijs niet afhangen van "vijfjaarlijkse programmacontracten" die uiteraard veranderlijk zijn en zelfs gedurende de periode van vijf jaar kunnen worden herzien. Het doel van de Maatschappij moet een vast en bestendig begrip blijven. Bijgevolg wordt voorgesteld artikel 1 op de volgende wijze te splitsen :

"Artikel 1.-

In artikel 1bis van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, ingevoegd bij de wet van 1 augustus 1960, wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

"De Maatschappij heeft tot doel de spoorwegen te beheren en te exploiteren".

Artikel 2 (nieuw).

In dezelfde wet wordt een artikel 1ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 1ter.-

De activiteit van de Maatschappij wordt uitgeoefend binnen de grenzen van vijfjarenprogramma's die bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden vastgesteld op voorstel van de Minister van Verkeerswezen, na raadpleging van de raad van beheer van de Maatschappij".

.../...

Artikelen 2 tot 8.

Algemene opmerking.

Deze artikelen beschrijven de nieuwe organen van de Maatschappij.

Het ontwerp voert evenwel twee artikelen, de artikelen 7 en 7bis, in de wet van 23 juli 1926 in, terwijl het in drie autonome artikelen verscheidene nieuwe functies beschrijft. De laatstgenoemde bepalingen zouden in de wet van 1926 moeten worden ingevoegd.

Artikel 5 van de wet van 23 juli 1926 vormt een inleiding die schematisch aangeeft hoe de Maatschappij georganiseerd is. Hoe de nieuwe organisatie er uit ziet, zou duidelijker tot uiting komen als dat artikel een volledige opsomming van de nieuwe organen van de Maatschappij zou bevatten.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 3 (het vroegere artikel 2).-

Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 5. De organen van de Maatschappij zijn :

1° de algemene vergadering van de aandeelhouders;

2° de raad van beheer;

3° het beperkt comité;

4° de afgevaardigde-beheerder;

5° de directeur-generaal;

.../...

6° het directiecomité;

7° het coördinatiecomité.

De bevoegdheden van de verschillende organen worden, met uitzondering van die van de directeur-generaal, vastgesteld in de statuten van de Maatschappij".

Bijzondere opmerkingen.

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

Eerste lid.

1. De redactie van het eerste lid van het nieuwe artikel 7, dat in de wet van 1926 moet worden ingevoegd, zou lichter worden indien de woorden "benoemd door de Koning" niet werden herhaald.

2. De leden van de raad van beheer zullen worden benoemd voor een termijn van zes jaar. Het is niet onbelangrijk te preciseren dat dit mandaat hernieuwbaar is, zoals dit in artikel 6 ten aanzien van dat van de directeurs wordt gezegd.

3. In het eerste lid, 2°, van de ontworpen tekst behoort de "Minister van Financiën" als zodanig te worden vermeld, aangezien het om het hoofd van een traditioneel departement gaat.

4. Wat het eerste lid, 4°, betreft, kan men zich afvragen of niet bepaald zou moeten worden hoe de voordrach-

ten van het personeel met het oog op de benoeming van de twee leden die het zullen vertegenwoordigen, geformuleerd zullen worden. De hierna voorgestelde regeling bestaat er in dat de Koning gemachtigd wordt om die procedure vast te stellen. Het komt echter de Regering toe in dezen een beslissing te nemen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 4.-

Artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1960, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 7. De raad van beheer bestaat uit zestien leden die voor een hernieuwbare periode van zes jaar door de Koning worden benoemd op de volgende wijze :

1° tien leden op voordracht van de Minister van Verkeerswezen ...;

2° twee leden op voordracht van de Minister van Financiën ...;

3° twee leden op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort ...;

4° twee leden op voordracht van het personeel, volgens een door de Koning vastgestelde procedure".

Tweede lid.

De woorden "bij het verstrijken van hun mandaat" zijn overbodig.

De uitdrukking "op voordracht van wie het behoort" is ongebruikelijk in wetteksten.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede lid van het nieuwe artikel 7 :

"Bij ontslagneming, afzetting of overlijden van een lid tijdens de uitoefening van het mandaat, benoemt de Koning op voordracht van de bevoegde minister of van het personeel, al naar het geval, een nieuw lid dat het mandaat van het ontslagnemende, afgezette of overleden lid voleindigt".

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

1. De woorden "waarvan sprake in artikel 5" en "waarvan sprake in artikel 6" moeten in het tweede lid van het ontworpen nieuwe artikel 7bis vervallen.

In de Nederlandse tekst van het derde lid van het ontworpen artikel 7bis schrijve men "Dit" of "Dit comité" in plaats van "Deze".

2. Het vierde lid zou eenvoudiger zijn indien het als volgt werd geredigeerd :

"De beheerders die benoemd zijn op voordracht van het personeel, wonen de vergaderingen van het beperkt comité bij met raadgevende stem".

.../...

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

1. Dit artikel voorziet in een nieuwe functie, die van afgevaardigde-beheerder.

Het tweede lid bepaalt dat "de hoge leiding van de Maatschappij hem met de nodige bevoegdheden (wordt) toevertrouwd", maar noch uit de tekst noch uit het verslag aan de Koning kan worden opgemaakt welke overheid de omvang van die bevoegdheden zal vastleggen. Men moet wel aannemen dat deze door de Koning zullen worden bepaald en in de statuten van de Maatschappij vervat zullen zijn.

Tenzij de Raad van State de bedoeling van de Regering niet juist gevat heeft, zou het goed zijn in die leemte te voorzien op de wijze als gesuggereerd is in het hierboven voorgestelde nieuw artikel 5, tweede lid, van de wet van 1926.

2. Ter wille van een gedegen coördinatie van de teksten moet artikel 5 van het ontwerp op de hierna volgende wijze ingevoegd worden in de wet van 23 juli 1926 :

"Artikel 6.-

Een artikel 7ter,luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

"Artikel 7ter. De afgevaardigde-beheerder wordt door de Koning uit de leden van de raad van beheer benoemd op voordracht van de Minister van Verkeerswezen.

...".

.../...

3. Wat het vierde lid betreft en in samenhang met het tweede lid, moge worden opgemerkt dat het onlogisch lijkt dat de raad van beheer grenzen zou kunnen stellen aan de delegatie, door de afgevaardigde-beheerder, van bevoegdheden waarvan mag worden aangenomen dat de raad die niet zelf zou hebben verleend. Het voorschrift van het vierde lid zou dus duidelijker geformuleerd moeten worden en er zou moeten worden gezorgd voor een betere overeenstemming ervan met het nieuwe artikel 5, tweede lid, en met het nieuwe artikel 7ter, tweede lid.

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

1. De directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de directeurs zullen worden benoemd voor een hernieuwbare periode van zes jaar.

In het verslag aan de Koning wordt gepreciseerd dat wat de aanwijzing van de leden van de directieraad betreft, "men er (over zal) dienen te waken dat een billijke verhouding wordt gehandhaafd tussen de leden die binnen de Maatschappij worden aangewezen en zij die niet tot de Maatschappij behoren".

De Regering zou moeten preciseren welke regeling (statutaire of contractuele) geldt voor de directeurs die niet uit het personeel van de Maatschappij worden aangeworven en, in voorkomend geval, wat hun administratieve stand is.

.../...

Uitgemaakt zou ook moeten worden of een directeur die uit een overheidsdienst komt en voor een termijn van zes jaar benoemd wordt, aan het einde van zijn functie bij de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen terug kan keren naar zijn vroegere betrekking.

2. Het is niet duidelijk hoe de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal, tegelijk kunnen worden "gekozen" door de raad van beheer en door de Koning "benoemd" op voordracht van de Minister van Verkeerswezen.

Bedoelt de Regering het zo dat de bevoegdheid van de raad van beheer beperkt wordt tot het voordragen van één kandidaat per functie ? In dat geval zou de tekst dienovereenkomstig moeten worden geredigeerd.

Indien de voordracht door de Minister van Verkeerswezen louter formeel zou zijn, zou er in de tekst over gezwegen kunnen worden, want het is duidelijk dat de Koning niet op eigen initiatief zal handelen.

.../...

3. Artikel 6 van het ontwerp zou, zoals reeds aangegeven is, op de volgende wijze moeten worden ingevoegd in de wet van 1926 :

"Artikel 7.-

Een artikel 7quater, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

"Artikel 7quater. ... (zoals in artikel 6 van het ontwerp, onder voorbehoud van de hierboven gemaakte opmerkingen) ...".

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt).

Dit artikel zou eveneens ingevoegd moeten worden in de wet van 1926, en wel als volgt :

"Artikel 8.-

Een artikel 7quinquies, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

"Artikel 7quinquies. Het directiecomité bestaat uit de afgevaardigde-beheerder, de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de vier departementsdirecteurs.

Het coördinatiecomité bestaat uit de leden van het directiecomité en de vijf districtsdirecteurs.

Het directiecomité en het coördinatiecomité worden voorgezeten door de afgevaardigde-beheerder of, bij diens afwezigheid, door de directeur-generaal".

.../...

Artikel 8 (dat artikel 9 wordt).

Dit artikel strekt tot opheffing van artikel 8bis, § 1, dat in de wet van 23 juli 1926 is ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 89 van 11 november 1967. Die paragraaf 1 sloot de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen uit van de toepassing van de artikelen 9 en 10 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Derhalve zou de Regering weer de mogelijkheid krijgen om een regeringscommissaris aan te wijzen bij de Maatschappij en zou de Minister van Financiën weer een "gemachtigde" kunnen benoemen die beschikt over dezelfde bevoegdheden als de regeringscommissaris inzake alle beslissingen met een budgettaire of financiële terugslag.

Krachtens artikel 8bis, § 3, van de wet van 1926, dat het ontwerp niet beoogt te wijzigen, kan de Minister van Financiën echter "een afgevaardigde aanwijzen die, met volledige prestatie, de functies uitoefent van begrotings- en financieel raadgever en die toegang heeft tot alle bronnen van informatie en documentatie die hij nodig acht".

De Regering zou moeten uitmaken of zij de Minister van Financiën de mogelijkheid wil bieden twee gemachtigden aan te stellen met bevoegdheden die gedeeltelijk samenvallen, dan wel of zij van mening is dat één enkele gemachtigde alle bevoegdheden kan uitoefenen die bepaald zijn bij de wet van 1954 en bij artikel 8bis, § 3, van de wet van 1926.

.../...

In de hypothese dat een enkele gemachtigde aangewezen zou worden, zou paragraaf 3 van artikel 8bis bijvoorbeeld als volgt aangepast kunnen worden :

"De gemachtigde die door de Minister van Financiën wordt benoemd ter uitvoering van artikel 9, § 4, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, oefent bovendien voltijds de functies van begrotings- en financieel adviseur van de Maatschappij uit en heeft toegang tot alle informatie- en documentatiebronnen die hij nodig acht".

Artikel 9 (dat artikel 10 wordt).

Men schrijve :

"In artikel 13, zesde lid, 1°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1962, worden vóór de woorden "de directeur-generaal" de woorden "de afgevaardigde-beheerder" ingevoegd" (1).

Artikel 10 (dat artikel 11 wordt).

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat de beperking die thans is vastgesteld in artikel 16 van de wet van 23 juli 1926, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 238 van 31 december 1983, en die doelt op de indexaanpassing, gehandhaafd zou moeten worden.

.../...

---

(1) Het koninklijk besluit nr. 89 van 11 november 1967 heeft geen vijfde lid ingevoegd, maar het vierde lid van artikel 13 aangevuld.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 11.-

Artikel 16 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 238 van 31 december 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 16. De tarieven worden vastgesteld door de raad van beheer, onverminderd de toepassing van het koninklijk besluit nr. 174 van 30 december 1982 houdende invoering van een jaarlijkse aanpassing van de tarieven voor het vervoer van reizigers toegepast door de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 238 van 31 december 1983, en onverminderd de kortingen opgelegd krachtens het vijfjarenprogramma, om te voldoen aan de op de Maatschappij rustende verplichtingen van openbare dienst".

Artikel 11 (dat artikel 12 wordt).

Het is zaak van de Regering uit te maken of het ontwerp niet zou moeten worden aangepast om er rekening mee te houden dat de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, hierin in overeenstemming met de richtlijnen van de Europese Gemeenschappen, een derde categorie van opdrachten heeft ingesteld bestaande uit de opdrachten ingevolge algemene offerteaanvraag en de opdrachten ingevolge beperkte offerteaanvraag.

.../...

Artikel 12.

Alleen in het eerste lid, 1° en 2°, van artikel 18 van de wet van 23 juli 1926 staan bedragen vermeld.

De bepaling onder 2° wordt gevolgd door de volgende volzin :

"De bedragen sub 1° en 2° kunnen bij koninklijk besluit worden gewijzigd".

Derhalve is noch het belang noch het nut duidelijk van de ontworpen bepaling die een doublure vormt met de bestaande bepaling, welke het ontwerp trouwens niet beoogt op te heffen.

Gaat het er enkel om een wettekst beter in te kleden, zonder enig besparend of rationaliserend effect, dan kan de Regering zich niet beroepen op de wet van 27 maart 1986.

Artikel 12 moet derhalve vervallen.

Artikel 13.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 13.-

De raad van beheer treedt in functie op de door de Koning bepaalde datum en uiterlijk 31 oktober 1987.

De mandaten van de leden van de huidige raad van beheer eindigen op dezelfde datum".

.../...

Artikel 14.

Artikel 14 van het ontworpen besluit luidt als volgt :

"Dit besluit treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum".

De aan de Koning verleende bijzondere machten verstrijken op 31 maart 1987.

Het spreekt vanzelf dat de Koning uiterlijk 31 maart 1987 een beslissing zal moeten nemen betreffende de inwerkingtreding van het ontworpen besluit. Die inwerkingtreding mag door de Koning evenmin vastgesteld worden op een latere datum dan de zoëven genoemde.

Die dubbele noodzaak verhindert nochtans niet dat de periode voor de toepassing van bepaalde maatregelen, zoals die waarin artikel 13 voorziet, een aanvang neemt na 31 maart 1987.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
P. MARTENS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. PROOST, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST. P. TAPIE.